



Déclaration au CSE Central

Négociation du préavis de grève du 23 avril 2021

Emploi, soutien aux non-permanents : la direction du dialogue social n'a rien à proposer

Le cavalier seul de FTV

Dans le cadre du troisième confinement, la CGT a demandé la mise en place d'un dispositif de soutien aux salariés non permanents sur le modèle de ce qui s'est fait à Radio France, FMM, l'INA et l'AFP en 2020, à savoir le maintien des contrats de travail et des rémunérations sur la base de la moyenne des 6 mois précédents.

En effet, le dispositif d'indemnisation 2020 de FTV non seulement n'a pas maintenu les rémunérations des non permanents (à la différence des permanents), mais il n'a généré aucune heure de travail ce qui fragilise bon nombre de CDD menacés de ne pas pouvoir reconduire ou même d'ouvrir leurs droits à assurance chômage.

Dans le contexte actuel de durcissement des règles d'assurance chômage et de non-reconduction de l'année blanche pour les intermittents du spectacle, la situation est particulièrement dramatique pour bon nombre d'entre eux.

La direction du dialogue social dit ne pas approuver la position de Radio France car leur dispositif comporterait un risque juridique. Les administrateurs de l'Etat qui siègent au Conseil d'Administration, comme les DRH, des entreprises sœurs apprécieront. « C'est leur affaire » poursuit le directeur du dialogue social « mais si la tutelle demande de s'aligner, on le fera ». Une belle leçon d'indépendance pour notre entreprise...

Bénéficiaire grâce à la pandémie

C'est malgré tout la démonstration que ce dispositif n'est pas économiquement insurmontable, et pour cause : FTV a objectivement réalisé de substantielles économies sur la masse salariale des non permanents en 2020.

Pour la CGT il est particulièrement indécent de « faire du gras » sur la crise sanitaire et donc sur le dos des personnels précaires afin d'afficher une insolente embellie financière.

Alors que la Présidente de FTV met en avant l'exemplarité de FTV à tous les niveaux (sa raison d'être, nous explique-t-on), l'occasion lui est donnée de concrétiser ses belles intentions par des actes concrets à destination des salariés précaires de FTV.

Après les résultats largement bénéficiaires de 2020, grâce aux économies réalisées sur la masse salariale, FTV serait gravement coupable de ne pas corriger le tir cette année 2021.

FTV ne jouera pas les amortisseurs sociaux

La direction du dialogue social semble miser sur un retour rapide à la normale sans tenir compte de la déclaration de Delphine Ernotte en CSEC expliquant que compte tenu de la gravité de la situation, la fin des éditions

communes en région, par exemple, n'était pas envisageable pour le moment.

La direction du dialogue social se contente de dire que les promesses orales prises avant le confinement valent engagement « si elles sont justifiées par les deux parties », mais combien de précaires pourront encore s'en prévaloir 3 semaines après le début du confinement ?

Une image entachée

La CGT s'est insurgée et a aussi mis en avant les « dégâts collatéraux » subis par de nombreux jeunes sortis des écoles ou qui viennent d'entrer sur le marché du travail et qui restent bloqués à la porte de l'entreprise.

Quel soutien FTV met-elle en place ? Quel message entend-elle faire passer ? Celui de

l'indifférence vis à vis de celles et de ceux censés faire l'avenir de notre entreprise ?

Il ne suffit pas d'afficher partout son engagement en matière de responsabilité sociale, d'évoquer un plan global pour l'inclusion, de prétendre intégrer toute la diversité de la société contemporaine, il faut des actes concrets. La responsabilité sociale de FTV vis à vis des salariés précaires violemment frappés par la pandémie est clairement engagée et ne pas l'assumer entacherait durablement son image.

La direction du dialogue social s'étant juste engagée à transmettre la demande à la direction générale de FTV (dont nous attendons la réponse), le préavis de grève pour le 23 avril est maintenu.

Le 22 avril 2021

La CGT appelle les salariés de France Télévisions à se joindre aux nombreux rassemblements organisés sur tout le territoire (*) pour ce Vendredi de la colère.

(*) RDV à Paris, Place d'Italie, au 151 boulevard de l'Hôpital (derrière le camion sono) à l'angle du boulevard de l'Hôpital et de la rue Manet Paris 13.

Partout en France : voir [ici](#)